

» *Ayant examiné* la résolution 1255 (XLIII) du Conseil économique et social, en date du 2 août 1967, ainsi que les recommandations du Comité intergouvernemental³⁴, et le rapport du Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial³⁵,

» *Reconnaissant* la valeur que présente l'aide alimentaire multilatérale comme forme d'investissement en capital et comme moyen de satisfaire les besoins alimentaires.

» 1. *Fixe* pour les deux années 1969 et 1970 un objectif de 200 millions de dollars pour les contributions volontaires, 33% au moins de ce montant devant être fournis en espèces et en services, et prie instamment les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et les Etats membres ou membres associés de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture de ne ménager aucun effort pour que cet objectif soit complètement atteint;

» 2. *Invite* le Secrétaire général, agissant de concert avec le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à convoquer [au début de 1968] une Conférence des contributions au Siège de l'Organisation des Nations Unies;

» 3. *Prie instamment* les gouvernements qui ont promis des contributions en produits ou en services pour la période 1966-1968 de ne ménager aucun effort pour reporter sur la période 1969-1970 et mettre à disposition pendant cette période toute fraction desdites contributions qui pourra être restée inutilisée à la fin de 1968, et d'indiquer qu'ils sont prêts à effectuer ces reports lorsqu'ils feront connaître leurs promesses de contributions à la troisième Conférence des contributions;

» 4. *Décide* que, sous réserve de l'examen prévu par la résolution 2095 (XX) de l'Assemblée générale, la Conférence des contributions suivante se réunira au début de 1970 au plus tard et que les gouvernements seront alors invités à promettre des contributions pour 1971 et 1972 en vue d'atteindre l'objectif qui aura pu être recommandé par l'Assemblée générale et la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. »

1502^e séance plénière,
2 août 1967.

1256 (XLIII). Amendement à l'article 6 des Règles générales du Programme alimentaire mondial

Le Conseil économique et social

Approuve que le texte de l'article 6 des Règles générales du Programme alimentaire mondial soit modifié comme suit:

« 6. Au début de chaque année, 7 millions de dollars prélevés sur les ressources du Programme sont mis en réserve afin d'être utilisés par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pour des secours alimentaires d'urgence. Au cas où cette somme ne suffirait pas, un montant supplémentaire de 3 millions de dollars pourra être prélevé à cette fin au cours d'une année quel-

conque. Dans des circonstances spéciales, le Comité intergouvernemental peut allouer d'autres montants supplémentaires destinés à être utilisés par le Directeur général pour faire face à des besoins alimentaires d'urgence. A la fin de chaque année, tout solde non utilisé des allocations d'urgence est reversé aux ressources générales du Programme. »

1502^e séance plénière,
2 août 1967.

1257 (XLIII). Accroissement de la production et de la consommation de protéines

Le Conseil économique et social,

Prenant note avec satisfaction de l'excellent rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement intitulé « Alimentation de la population mondiale en expansion : recommandations en vue d'une action internationale pour écarter la menace d'une crise des protéines³⁶ »,

Reconnaissant que, particulièrement dans les pays en voie de développement, où le problème est le plus aigu, la carence de protéines et de calories affecte directement la santé et la productivité économique des populations adultes, et nuit au développement physique et mental des enfants.

Estimant que les activités destinées à remédier à la pénurie de protéines devraient être mieux coordonnées et intensifiées,

1. *Adresse ses remerciements* au Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, qui a notablement contribué, dans son rapport, à éclaircir et à définir le problème de la pénurie de protéines;

2. *Exprime l'espoir* que le Comité lui fera rapport de temps à autre à ce sujet;

3. *Prie* le Secrétaire général de porter à l'attention des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées et des chefs de secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de l'Organisation mondiale de la santé, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, de la Banque internationale pour la reconstruction, et le développement, de la Société financière internationale, de l'Agence internationale de l'énergie atomique, du Programme des Nations Unies pour le développement, du Programme alimentaire mondial, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, ainsi qu'à celle des commissions économiques régionales et du Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth, les recommandations qui figurent dans le rapport et qui concernent les activités susceptibles d'être entreprises pour aider à pallier la pénurie de protéines, et de les inviter, en particulier le Programme des

³⁴, ³⁵ Voir page 9.

³⁶ E/4343. Paraîtra ultérieurement, sous forme révisée, comme publication des Nations Unies.

Nations Unies pour le développement, à accueillir favorablement les demandes des pays en voie de développement tendant à obtenir une aide technique et financière accrue à l'appui des activités destinées à accélérer les travaux sur la production, la disponibilité et la consommation de protéines comestibles;

4. *Recommande* que le Secrétaire général, en entreprenant les monographies relatives aux modalités du transfert de connaissances techniques aux pays en voie de développement, aux termes de la résolution 1201 (XLI) du Conseil, en date du 26 mai 1967, tienne dûment compte du problème du transfert des connaissances techniques dans le domaine de la production de protéines;

5. *Invite* les gouvernements à diffuser largement le rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement;

6. *Invite* les gouvernements intéressés à renforcer leurs programmes nationaux respectifs et à encourager les activités non gouvernementales en vue d'accroître la production, la disponibilité et la consommation des protéines comestibles;

7. *Reconnaît* la valeur des 14 propositions du Comité consultatif, y compris celles qui ont trait à la recherche sur les protéines tirées d'organismes unicellulaires et aux moyens d'encourager l'utilisation d'acides aminés synthétiques comme additifs pour augmenter la valeur nutritive des aliments;

8. *Considère* que, pour aider à faire face aux nécessités immédiates, il conviendrait de donner la priorité, suivant les besoins de chaque pays et région, aux propositions suivantes, qui figurent dans le rapport :

a) Encourager la production et la consommation d'aliments protéiques classiques dans les pays en voie de développement;

b) Accroître la consommation directe de graines oléagineuses et encourager l'emploi de concentrés protéiques de poisson;

c) Prendre des mesures pour éviter les pertes de denrées alimentaires;

d) Renforcer les institutions régionales et nationales nécessaires d'études et recherches et de formation dans les pays en voie de développement;

9. *Recommande* que l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance examinent s'il est utile et possible d'élargir le mandat et les fonctions de l'actuel Groupe consultatif sur les protéines OMS/FAO/FISE, en vue de mettre en œuvre les propositions du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement et de prendre toute mesure appropriée;

10. *Prie en outre* le Secrétaire général d'entreprendre, en consultation avec le Comité administratif de coordination et avec l'avis, le cas échéant, du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, une étude des programmes actuels et projetés des organismes des Nations Unies, en vue d'une

réaffectation éventuelle des ressources aux fins de la mise en œuvre des propositions destinées à pallier la pénurie de protéines, de faire rapport au Conseil économique et social à sa quarante-cinquième session sur l'affectation actuelle, à l'échelle nationale et internationale, des ressources destinées à remédier à cette pénurie et de formuler toutes recommandations pertinentes et susceptibles d'être mises en application en vue d'une action plus poussée en ce sens.

1502^e séance plénière,
2 août 1967.

1263 (XLIII). Evaluation des programmes de coopération technique

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 1042 (XXXVII) du 15 août 1964, 1092 (XXXIX) du 31 juillet 1965 et 1151 (XLI) du 4 août 1966,

Prenant note du rapport du Secrétaire général sur l'évaluation des programmes de coopération technique³⁷ et soulignant en outre la nécessité d'entreprendre à un stade ultérieur: un nouvel examen du mandat révisé des missions d'évaluation,

Prenant note en outre des paragraphes 105 à 114 du trente-troisième rapport du Comité administratif de coordination relatifs aux travaux du Groupe d'étude interorganisations de l'évaluation³⁸, ainsi que de son rapport sur les pratiques d'évaluation suivies actuellement par les organismes des Nations Unies³⁹,

1. *Exprime son appréciation* aux gouvernements qui ont accepté de recevoir des missions d'évaluation;

2. *Réaffirme sa conviction* que des méthodes convenables d'évaluation non seulement permettraient d'utiliser plus efficacement les ressources disponibles, mais contribueraient aussi à accroître l'appui fourni aux activités de coopération technique des organismes des Nations Unies;

I

1. *Exprime l'espoir* que le Groupe d'étude interorganisations de l'évaluation poursuivra ses travaux, conformément aux indications données aux paragraphes 5 et 6 du rapport du Secrétaire général;

2. *Invite* le Comité administratif de coordination à demander au Groupe d'étude interorganisations de l'évaluation de procéder, en particulier, à un examen approfondi des mesures prises ou envisagées par les organismes des Nations Unies pour perfectionner et rationaliser les méthodes suivies pour l'établissement et l'exploitation des rapports qu'ils reçoivent des experts,

³⁷ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Annexes, point 12 de l'ordre du jour, document E/4312.

³⁸ *Ibid.*, point 17 de l'ordre du jour, document E/4337.

³⁹ *Ibid.*, point 12 de l'ordre du jour, document E/4338.